



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 17

à la décision d'exécution de la Commission concernant le financement du plan d'action pluriannuel
2022 – 2026 partie 2 en faveur de l'Afrique subsaharienne

**Document d'action « Projet d'Appui à la Stratégie régionale de stockage de
sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest »**

PLAN D'ACTION PLURIANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail pluriannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVDCI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Projet d'Appui à la Stratégie régionale de stockage de sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest OPSYS : ACT-61401
2. Initiative 'Team Europe'	Non
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée dans les pays d'Afrique de l'Ouest membres de la CEDEAO) et dans ceux membres du CILSS), soit 17 pays
4. Document de programmation	Programme indicatif régional pluriannuel (PIP) pour l'Afrique Sub-Saharienne 2021-2027
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	Objectif spécifique 3 : Systèmes agro-alimentaires durables - Appui à la transition vers des systèmes agroalimentaires plus résilients et durables (y compris pour des régimes alimentaires plus abordables et plus sains).
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Domaine prioritaire 3 - Transition écologique ; secteur : systèmes agroalimentaires durables
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal : Objectif 2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable Autres ODD importants ciblés : 1, 4, 5, 6, 7, 8, 12, 13, 15
8 a) Code (s) CAD	31191---Agricultural services; 31161---Food crop production; 31110 ---Agricultural policy and administrative management

8 b) Principal canal de distribution @	Third Country Government (Delegated Cooperation) – 13000 Other multilateral institution - 4700 (4729)			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique générale	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags:	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags: connectivité numérique Gouvernance numérique Entrepreneuriat numérique Création d'emplois Compétences/compétences numériques services numériques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports Contacts interpersonnels Énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	14.020120-C1-INTPA EUR 20 000 000 Coût total estimé pour 2023 : 20 000 000 EUR Montant total de la contribution : 20 000 000 EUR provenant du budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2023 sous réserve de la disponibilité de crédits pour les exercices respectifs suivant l'adoption du budget annuel concerné, ou tel que prévu dans le système des douzièmes provisoires.			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Modalité projet Gestion indirecte avec une/des agences des États membres et/ou une Organisation internationale Gestion indirecte avec l'OCDE/Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest			

1.2 Résumé de l'Action

Les évolutions géopolitiques récentes ont souligné une fois de plus, la nécessité de préserver la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que la résilience des systèmes alimentaires au niveau mondial et en particulier auprès de nos partenaires les plus vulnérables. Hausses des prix des matières premières et préoccupations au niveau mondial pour la sécurité alimentaire exigent de remédier aux vulnérabilités, telles que les dépendances à l'égard des importations, ainsi que la nécessité d'accélérer la transition vers des systèmes alimentaires durables et résilients¹.

A cet effet, la présente action soutiendra les capacités des organisations régionales (CEDEAO, CILSS et UEMOA), des organismes techniques qui leur sont rattachés (principalement ARAA/CEDEAO mais aussi Centre régional AGHRYMET/CILSS), des gouvernements ouest-africains/sahéliens membres de ces organisations et du secteur privé agricole et de l'alimentaire en particulier à préserver la sécurité alimentaire des populations ainsi que la résilience des systèmes alimentaires de la région. Le soutien à la stratégie régionale de stockage et notamment à l'amélioration du fonctionnement de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire (RRSA), constitueront une réponse efficace aux problèmes d'approvisionnement et d'accès des populations à des denrées alimentaires de qualité, et auront en même temps la fonction de renforcer le sentiment d'intégration régionale, fragilisé par le contexte politique actuel dans la région. Il s'agit donc d'un point d'entrée stratégique pour la coopération et le dialogue politique de l'Union Européenne sur l'économie alimentaire avec les pays de la région.

La Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest et au Sahel représente le sommet (complété en dernier ressort par le recours à l'aide humanitaire internationale) d'un mécanisme qui rassemble un réseau de réserves nationales et de stocks privés ou publics. Le rôle et l'orientation de la réserve alimentaire régionale (stocks physiques et financiers) seront réévalués, améliorés et renforcés ;

¹ European Council meeting conclusions of 24-25 March, 30-31 May, and 23-24 June 2022.

Team Europe response to global food insecurity– Council conclusions (20 June 2022)

European Commission, Communication 2022/133 on safeguarding food security and reinforcing the resilience of food systems, 23 March 2022. Déclaration du G7 sur la Sécurité Alimentaire Mondiale, Juin 2022

les acteurs et entités (privés et publics) du domaine de la production, commercialisation et stockage des denrées pour la sécurité alimentaire seront soutenus. Un système de suivi et d'information (Cellule Info-Stocks, logée au sein de l'ARAA), lié au mécanisme de réserve, sera renforcé ainsi que le suivi de la production et des marchés (SIMA) des produits agricoles et alimentaires, contribuant ainsi à l'anticipation des effets supplémentaires de l'agression russe en Ukraine, sur la sécurité alimentaire et agricole de la région.

L'action, grâce aux mécanismes de concertation et aux synergies stratégiques et opérationnelles avec les acteurs et partenaires soutenant la transformation vers des systèmes alimentaires durables et résilients, permettra de contribuer à accroître les productions et les investissements durables du secteur privé dans les chaînes de valeur, notamment dans les segments du stockage et/ou de la transformation et/ou commercialisation, et suscitera des possibilités d'emploi pour les jeunes notamment. Elle contribuera aux objectifs de l'initiative Grande Muraille Verte, notamment ses Piliers 1 et 4. Les opérations du FEDD + par l'intermédiaire du volet «garanties» compléteront cette action.

L'action soutiendra également la gouvernance régionale et le dialogue entre les pays et les entités régionales en vue d'orienter et de promouvoir des politiques et une gouvernance renouvelées en matière de sécurité alimentaire (protection sociale stratégique et cohérente, soutien aux politiques productives et commerciales), d'intégration régionale et de solidarité grâce à des échanges commerciaux solides et ouverts, de promouvoir des organismes et des outils professionnels régionaux, nationaux et locaux, publics et privés, pour la sécurité alimentaire, et de promouvoir des réponses alimentaires ou non alimentaires adaptées et variées pour la sécurité alimentaire.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Depuis 2012, la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est devenue un acteur à part entière du mécanisme régional de stockage alimentaire de sécurité, à travers l'élaboration d'une stratégie régionale de stockage, qui vise à articuler le suivi et le recours aux stocks de proximité et villageois, aux stocks nationaux et à une Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire (RRSA2) mobilisable sur requête des États. La CEDEAO a bénéficié d'un financement de l'Union Européenne et d'un partenariat technique de l'AECID et de l'AFD sur la période 2015-2021, à travers le « Projet d'Appui au Stockage de Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest ». Cet appui a permis la constitution d'un stock alimentaire régional au titre de la RRSA, mobilisé à 18 reprises (dont plusieurs modalités d'intervention éprouvées), ainsi que la mise en place de ses mécanismes de gouvernance, tout en amorçant un processus d'intégration des stratégies nationales de stockage, de suivi et de promotion des stocks de proximité.

Ce dispositif est stratégique pour la région et s'avère d'autant plus important dans un contexte:

- i) De variabilité persistante des niveaux de production et de forte croissance des besoins alimentaires. L'année 2022 est emblématique à cet égard. Dès la fin de l'année 2021, les résultats de la campagne agropastorale mettaient en évidence une baisse importante des productions céréalières tant par rapport à l'année précédente que par rapport à la moyenne des 5 dernières années notamment dans la bande sahélienne (-11% en moyenne pour la zone sahélienne et une chute record de 39% au Niger). L'analyse de la vulnérabilité selon le Cadre Harmonisé, réalisée au moment où débutait l'agression sur l'Ukraine, avait déjà fait ressortir un chiffre de personnes menacées d'insécurité alimentaire sévère en Afrique de l'Ouest atteignant un niveau inégalé de 38 millions (contre 11 millions en 2018 et 28 millions en 2021).
- ii) D'aggravation de la situation alimentaire globale du fait des effets de l'agression russe contre l'Ukraine : la hausse des prix des denrées alimentaires, des intrants et de l'énergie et les pénuries potentielles d'approvisionnement sont devenues les préoccupations les plus répandues. La crainte d'une insécurité alimentaire record dans la région ouest-africaine, sur le continent et au niveau

² Formellement adoptée par les Chefs d'Etats et de Gouvernement de la CEDEAO en 2013, via un Acte Additionnel au Traité de la CEDEAO.

mondial³, mobilise les dirigeants et l'ensemble des parties prenantes au plus haut niveau⁴. Si la situation est déjà critique en Afrique de l'Ouest, les perspectives à moyen et long termes sont également inquiétantes du fait des tensions sur les disponibilités et les prix des engrais pour la campagne agricole 2022 et 2023-2024.

Face à cette situation, à l'invitation du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO / OCDE), de l'Union Européenne (UE) et du Réseau mondial contre les crises alimentaires (GN), s'est tenue le 6 avril 2022, une consultation de haut niveau sur les crises alimentaires et nutritionnelles multifactorielles et récurrentes qui ébranlent la région. La présente action s'inscrit dans les recommandations issues de cette Conférence, mais également dans les orientations de la déclaration du G7 sur la sécurité alimentaire mondiale en date du 28 juin 2022, notamment la nécessité de renforcer les capacités de production, de commercialisation, de stockage et de mobilisation à tous les niveaux, pour répondre à l'insécurité alimentaire, nutritionnelle et pastorale mais également pour accélérer la construction de systèmes alimentaires sains, nutritifs, durables et résilients en tirant les leçons des dernières crises au niveau international. Ceci implique la mobilisation des États, mais également des Organisations régionales, pour identifier et prioriser les interventions qui concilient les effets vertueux à court, moyen et long termes, y compris pour faire face à la pression sur les prix et la disponibilité des produits de première nécessité à travers l'incitation à la production durable, à la transformation et commercialisation locales, les mesures de facilitation de l'accès à une alimentation nutritive, la fluidité des échanges commerciaux transfrontaliers dans le respect de règles commerciales communautaires.

A cet effet, la présente action soutiendra les capacités des organisations régionales (CEDEAO, CILSS et UEMOA), des organismes techniques qui leur sont rattachés (principalement ARAA/CEDEAO mais aussi Centre régional AGHYMET/CILSS), des gouvernements ouest-africains et sahéliens membres de ces organisations ainsi que des organisations professionnelles agricoles et du secteur privé agricole et de l'alimentaire à préserver la sécurité alimentaire des populations ainsi que la résilience des systèmes alimentaires de la région. Le soutien et l'amélioration du fonctionnement de la stratégie régionale de stockage et de la réserve régionale, constitueront une réponse efficace aux problèmes de réapprovisionnement et d'accès à des denrées alimentaires de qualité, et auront en même temps la fonction de renforcer la dynamique d'intégration régionale, fragilisée par le contexte politique actuel dans la région. Il s'agit donc d'un point d'entrée stratégique pour la coopération et le dialogue politique de l'Union Européenne sur l'économie alimentaire avec les pays de la région.

Conformément aux dispositions de la stratégie régionale de stockage, la réserve régionale représente le sommet d'un mécanisme qui rassemble tout un réseau de réserves nationales/système de stockage (public, privé, humanitaires) en Afrique de l'Ouest et au Sahel en particulier. **Le rôle et l'orientation de la réserve alimentaire régionale (stocks physiques et financiers) seront réévalués, améliorés et renforcés ; les acteurs et entités (privés et publics) des domaines de la production, transformation, commercialisation et stockage des denrées pour la sécurité alimentaire seront soutenus. Les principes de déclenchement et de mobilisation des stocks, et de leur reconstitution ex-post par les pays utilisateurs, seront réévalués. Des modalités alternatives de financement et de constitution de stocks dans la réserve seront étudiés. Un système de suivi et d'information (InfoStock), lié au mécanisme de réserve, sera renforcé ainsi que le suivi de la production et des marchés (SIMA) des produits agricoles et alimentaires, contribuant ainsi à l'anticipation des effets supplémentaires de l'agression russe en Ukraine, sur la sécurité alimentaire et agricole de la région.**

L'action permettra d'accroître les investissements durables du secteur privé, en particulier dans les segments du stockage et/ou de la transformation et/ou commercialisation, et créera des opportunités d'emploi pour les jeunes notamment, tout en mobilisant les partenaires soutenant la production et la transformation des systèmes alimentaires notamment pour la prise en compte des facteurs de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnel et pour l'intégration des risques agricoles. Les opérations du FEDD + par l'intermédiaire du volet «garanties» compléteront cette action.

³ Au niveau global, on note des prix des produits alimentaires au plus haut depuis 10 ans et des prix des produits pétroliers au plus haut depuis 7 ans.

⁴ Voir en particulier les recommandations de l'événement de haut-niveau du 6 avril 2022 en marge de la réunion restreinte du RPCA mais aussi l'initiative FARM et la déclaration du G7 sur la sécurité alimentaire mondiale en date du 28 juin 2022.

L'action soutiendra également la gouvernance régionale et le dialogue entre les pays et les entités régionales en vue d'orienter et de promouvoir des politiques et une gouvernance renouvelées en matière de sécurité alimentaire (protection sociale stratégique et cohérente, soutien aux politiques productives et commerciales), d'intégration régionale et de solidarité grâce à des échanges commerciaux solides et ouverts, de promouvoir des organismes et des outils professionnels régionaux, nationaux et locaux, publics et privés, pour la sécurité alimentaire, et de promouvoir des réponses alimentaires ou non alimentaires adaptées et variées pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable.

Le soutien à la stratégie régionale de stockage représente par conséquent un levier important pour soutenir nos partenaires dans leur recherche d'une meilleure cohérence et intégration des différents dispositifs et mesures pour assurer la sécurité alimentaire sur le court-terme tout à renforcer la durabilité de leurs systèmes agro-alimentaires dans un contexte de changement climatique et de forte pression démographique.

Suite aux leçons tirées de la 1ère phase de mise en place du système de stockage régional de sécurité alimentaire et au regard des enjeux actuels, la CEDEAO, mais aussi l'UEMOA et le CILSS sont mobilisés pour consolider les résultats obtenus avec le soutien de leurs partenaires, en veillant notamment à **améliorer la viabilité et l'efficience d'un mécanisme régional mobilisable en dernier recours**. Une phase intérimaire financée par l'AFD est actuellement en cours de déploiement⁵ visant à i) Consolider l'opérationnalisation de la stratégie régionale de stockage de la CEDEAO et à ii) Construire un partenariat multi acteurs de financement de la Stratégie régionale. Un Programme de résilience du Système alimentaire en Afrique de l'Ouest financé par la Banque Mondiale est en cours de démarrage qui inclut une composante "Intégration des marchés alimentaires régionaux et commerce" sous maîtrise d'ouvrage de la CEDEAO avec entre autres objectifs d'améliorer la performance des réserves de sécurité alimentaire aux trois niveaux (local, national et Réserve régionale de sécurité alimentaire – RRSA)⁶. D'autres initiatives continuent d'agir sur certaines composantes de la stratégie régionale de stockage, notamment dans le domaine pastoral et de l'aliment bétail, à travers les financements de l'Union Européenne (PRISMA).

Les différentes initiatives d'appui à l'opérationnalisation de la Stratégie Régionale de Stockage s'engageront, sous le leadership de la CEDEAO, dans une dynamique de coordination et de complémentarité dans la planification, l'exécution, le suivi-évaluation et la capitalisation des activités.

L'action proposée ici vise à consolider l'opérationnalisation de la stratégie régionale de stockage de sécurité alimentaire en agissant sur le renforcement des capacités régionales, nationales et locales de prévention et atténuation de l'insécurité alimentaire, nutritionnelle et pastorale tout en améliorant la résilience et la durabilité des systèmes alimentaires. Elle veillera à assurer la responsabilisation et la participation des différentes parties prenantes aux différents niveaux, notamment la CEDEAO à travers l'ARAA, mais également le CILSS et son Centre Régional AGHRYMET, l'UEMOA, les Etats et collectivités locales ainsi que les acteurs des systèmes alimentaires et les partenaires réunis au sein du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. La présente action capitalisera les leçons apprises lors de la phase d'appui précédent, mise en œuvre en partenariat avec les agences techniques des Etats Membres (AFD et AECID), ainsi que par le CILSS à travers le centre régional AGHRYMET, dont les systèmes d'information seront soutenus par une action dans le prochain AAP. Elle valorisera également les acquis enregistrés dans le domaine du renforcement de la résilience et de la durabilité des systèmes alimentaires et de l'intégration des risques agricoles, notamment à l'initiative de la Plateforme pour la Gestion des Risques Agricoles (PARM) hébergée par le FIDA et financée par l'UE (ainsi que l'AFD, la coopération italienne, la coopération allemande, le FIDA, la KFW et le NEPAD) dans la région du Sahel.

⁵ Financements AFD de la phase intérimaire : 8 millions € octroyés en Octobre 2021 (convention AFD-CEDEAO signée en Décembre 2021) auxquels s'ajoutent à minima 5 millions € additionnels en cours d'instruction (octroi prévu en septembre 2022) qui seront ciblés sur l'achat de céréales pour augmenter la capacité d'intervention de la RRSA.

⁶ Le Projet FSRP financé par la Banque Mondiale prévoit sa Composante 3 environ 3 millions USD dédiés à la RRSA et notamment à la consultation politique multi-acteurs de la CEDEAO, ainsi que le recours potentiel à un fonds de contingence (GRIF).

Investir dans la production alimentaire pour lutter contre l'insécurité alimentaire et soutenir la résilience est conforme aux conclusions les plus récentes du Conseil européen sur une réponse de l'équipe Europe à l'insécurité alimentaire mondiale. Les actions de production et de résilience sont intégrées dans les stratégies européennes Green Deal et Farm to Fork. Concrètement, les investissements dans les systèmes de production locaux et les chaînes de valeur agricoles sont basés sur une vision de développement durable qui inclut des approches agro-écologiques et d'autres approches innovantes pour accélérer la transition vers des systèmes alimentaires durables, inclusifs et équitables. Ces dimensions politiques seront amplifiées par des liens avec les programmes d'appui budgétaire et d'autres dialogues politiques ainsi que le Global Gateway. À cet égard, l'Action s'appuiera également sur le récent Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (septembre 2021) et le Sommet sur la nutrition pour la croissance (décembre 2021). Ces sommets ont abouti à (a) un accord généralisé sur la nécessité d'une transformation du système alimentaire pour accélérer les progrès vers les ODD et (b) de nouvelles perspectives de transformation avec le développement de plus de 100 voies de systèmes alimentaires nationaux.

L'action contribue également aux objectifs de l'initiative Grande Muraille Verte, à travers la promotion d'approches durables et résilientes face au changement climatique et le renforcement des chaînes de valeur (Pilier 1) mais également le soutien à un environnement institutionnel favorable pour une gouvernance efficace, qui contribue à une plus grande résilience climatique et à un environnement propice aux investissements et à la sécurisation des moyens de subsistance (Pilier 4).

Enfin elle s'inscrit dans le domaine prioritaire n°3 du Programme Indicatif Régional, en particulier pour soutenir la transition vers des systèmes agroalimentaires plus résilients et durables (ainsi que des régimes alimentaires plus abordables et plus sains) et contribue aux résultats suivants:

R.3.2 : les organisations paysannes (OP) sont des acteurs plus importants dans la promotion de la transition agro-écologique et des chaînes de valeur inclusives sensibles à la nutrition ;

R.3.3 : Des systèmes agroalimentaires plus durables incluant la conservation, la transformation, la distribution et les marchés agroalimentaires sont encouragés.

2.2 Analyse des problèmes

Malgré les progrès enregistrés dans les productions agricoles des Etats d'Afrique de l'Ouest et du Sahel au cours de la décennie passée, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle se maintient à des niveaux élevés du fait d'une combinaison de facteurs structurels affectant la performance des systèmes alimentaires et du développement rural (croissance démographique, pauvreté et faible accès aux services sociaux de base, effets du changement climatique, dégradation des terres et des ressources naturelles, inégalités dans l'accès aux biens productifs et opportunités économiques, gouvernance locale fragile et peu inclusive) et de facteurs conjoncturels (aléas climatiques, insécurité et conflits armés provoquant des déplacements de populations et limitant l'accès aux facteurs de productions, chocs économiques au niveau international, etc.).

Dans ce contexte, le niveau d'intégration et de dialogue régional existant dans la région, et l'engagement historique des États, notamment sahéliens, pour la prévention et la gestion des crises alimentaires, nutritionnelles et pastorales sont des atouts importants et reconnus à l'échelle du continent. Les mécanismes de gouvernance et de dialogue multi-acteurs en place ont permis une mobilisation collective croissante pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le développement agricole durable, notamment à travers le Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) et la Charte pour la Prévention et la Gestion des Crises Alimentaires (Charte PREGEC) et plus largement pour des systèmes alimentaires sains, nutritifs, durables et résilients au cours de la dernière décennie⁷.

7 Diverses instances sont actives au niveau régional qui permettent d'analyser et d'adresser techniquement, stratégiquement et politiquement les préoccupations liées à ce secteur. Elles sont actuellement toutes mobilisées dans le contexte des préoccupations régionales et globales concernant la sécurité alimentaire et les perspectives à moyen terme. Parmi celles-ci on peut noter : Réseau de Prévention des Crises Alimentaire (RPCA) sous le leadership politique de la CEDEAO et de l'UEMOA et avec la co-animation par le CILSS et le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, et son dispositif de Prévention et Gestion des Crises Alimentaires (PREGEC) coordonné par le CILSS ; le Comité Technique Ministériel Spécialisé de l'Agriculture de la CEDEAO (ce dernier

Cependant la diversité et les interrelations entre les causes et facteurs aggravant de l'insécurité alimentaire et les effets combinés de phénomènes locaux, nationaux, régionaux et globaux, mettent en évidence les insuffisances, le besoin d'innovations dans les mécanismes et instruments de prévention et de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles existants ainsi que la nécessité de mieux les articuler avec les efforts de transformation vers des systèmes alimentaires plus durables et résilients. En effet, alors même que la région connaît des niveaux inégaux d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, les perspectives au niveau international laissent entrevoir des difficultés croissantes à moyen terme.

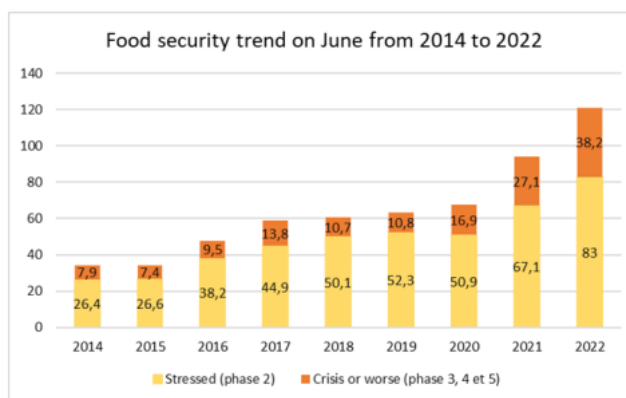


Figure 1: Insécurité alimentaire dans les pays de la CEDEAO entre 2014 et 2022 (millions de personnes) -Source : Données Cadre Harmonisé/CILSS

L'élaboration et la première phase de mise en œuvre de la stratégie régionale de stockage et de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire ont permis d'obtenir des acquis mais également de mettre en évidence les défis et enjeux qu'il faut adresser pour que cet outil joue pleinement son rôle, en tant que 3^{ème} ligne de défense⁸ mobilisable selon des prérequis et des modalités de reconstitution clairs. **Ces instruments doivent non seulement contribuer aux capacités effectives de réponse mais aussi, servir de levier pour l'amélioration de la prévisibilité et de l'efficacité des mécanismes nationaux de prévention et gestion de l'insécurité alimentaire, nutritionnelle et pastorale et leur plus grande contribution à la construction de systèmes alimentaires durables et résilients.**

2.2.1. Les acquis et les limites des mécanismes de gestion de l'insécurité alimentaire nutritionnelle et pastorale par la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire

2.2.1.1. Acquis de la première phase de la réserve régionale de sécurité alimentaire

La Réserve régionale de sécurité alimentaire (RRSA), s'inscrit dans la stratégie régionale de stockage alimentaire qui vise à renforcer le dispositif régional de prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles. La RRSA représente la « 3^{ème} ligne de défense » (après les stocks de proximité et les stocks nationaux). Elle comprend un stock physique et un stock financier et est dotée d'un dispositif de gouvernance. L'ancrage et le pilotage de la RRSA sont assurés au sein de la CEDEAO à travers l'ARAA. Celle-ci collabore avec les offices nationaux de stockage pour la reconstitution et la maintenance des stocks. Les stocks sont mobilisés par les dispositifs nationaux de prévention et gestion des crises alimentaires.

La dimension régionale offre un potentiel important en permettant de bénéficier de la contribution et de la valeur-ajoutée de chaque pays dans la valorisation d'excédents ou d'excédents potentiels (céréaliers et autres), la diversification de produits, les synergies avec d'autres programmes nationaux

vient par exemple de se réunir de manière adhoc et urgente pour prendre des mesures concernant les approvisionnements de la région en engrais) et les autres instances de l'ARAA et du département AERE de la Commission de la CEDEAO ; le Comité de Haut-Niveau pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle de l'UEMOA.

⁸ La stratégie régionale de stockage prévoit également une « 4^e ligne de défense » qui consiste en la mobilisation des mécanismes de solidarité et d'assistance internationale (aide alimentaire internationale via les organisations humanitaires).

(par exemple à travers la rotation technique assurée via des programmes d'alimentation scolaire au Ghana).

La première phase de mise en œuvre de la RRSA a permis de mettre en place ses capacités d'action. Un total de 18 interventions ont permis de soutenir les réponses des États de la région, dont une intervention pilote intégrant des produits nutritionnels. Les systèmes d'information et outils d'aide à la décision ont été soutenus au profit du Comité de Gestion de la RRSA pour assurer une meilleure gestion des stocks locaux, nationaux, régional. Les 1^{er} et 2^e lignes de défense ont également été soutenus à travers l'élaboration de stratégies nationales de stockage, de guides de bonnes pratiques concernant la gestion des stocks nationaux, de modules de formation des gestionnaires de stocks de proximité etc.

L'opérationnalisation de la réserve financière, qui doit représenter en principe les deux tiers des capacités d'intervention de la Réserve Régionale, a connu des avancées avec son institutionnalisation en tant que guichet dédié au sein du Fond régional pour l'agriculture et l'alimentation logé à la Banque d'Investissement de la CEDEAO (BIDC).

La gouvernance de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire de la CEDEAO s'appuie sur un cadre juridique et des organes de gouvernance (Comité de Gestion et Bureau Exécutif), une unité de gestion technique (« Division de la RRSA », intégrée à l'organigramme de l'ARAA) et des instruments d'intervention et de contrôle : manuel de procédures, dispositif de suivi & évaluation intégré au S&E de l'ECOWAP/PDDAA. Le suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle, l'analyse de la vulnérabilité, l'aide à la décision en vue de procéder au choix et au ciblage des interventions sont réalisés dans le cadre du Cadre Harmonisé (CH) du dispositif régional auquel s'adossent les notes techniques de la Cellule Info-Stocks.

2.2.1.2 Limites actuelles du fonctionnement de la réserve régionale de sécurité alimentaire

Les évaluations et leçons apprises du projet pilote d'appui à la mise en œuvre de la stratégie régionale de stockage de la CEDEAO (impliquant les partenaires UE, AFD, AECID)⁹ ont mis en évidence des limites et des défis importants à relever pour assurer l'efficacité et la viabilité de la RRSA. Premièrement, la difficulté à mobiliser des financements pérennes pour assurer la reconstitution des stocks mobilisés pour les États représente une contrainte majeure. Une modification des modalités de reconstitution du stock semble aujourd'hui une condition nécessaire à la durabilité de la réserve régionale pour la sécurité alimentaire. Les perspectives d'appui de certains partenaires à la RRSA, et la recherche de mécanismes complémentaires pouvant contribuer au tiers paiement, nécessitent une approche coordonnée, et le développement d'une vision claire sur laquelle s'aligner.

Deuxièmement, le volume stocké est faible par rapports aux besoins dans un contexte de croissance démographique, de chocs multiformes récurrents et de capacités inégales des stocks nationaux. Au niveau de la RRSA, 47 000 tonnes ont été mobilisées en 5 ans entre 2017 et 2022, alors que le volume de stock visé en fonctionnement « de croisière » prévu la 8^{ème} année était de 410 000 tonnes (dont 140 000 tonnes de stock physique et 270 000 tonnes en stock monétaire).

Troisièmement, l'articulation entre le dispositif régional et les dispositifs nationaux (et internationaux) n'est pas suffisamment forte et ne favorise pas la redevabilité mutuelle. Les dispositifs nationaux, de prévention et de gestion des crises alimentaires ainsi que leurs partenaires, leurs démembrements (y compris via les Collectivités Territoriales), les offices de gestion des stocks de sécurité alimentaires (et leur réseau régional RESOGEST), les systèmes d'information sur les marchés, les organisations professionnelles (transporteurs, importateurs...) et de producteurs et autres acteurs locaux des systèmes alimentaires sont impliqués dans l'analyse des besoins, l'élaboration et le déploiement des mesures de prévention et les plans de réponse visant à soutenir la sécurité alimentaire. Les capacités d'action et l'efficacité des instruments d'intervention mobilisés, varient d'un pays à l'autre et un travail d'harmonisation des pratiques dans les différents pays et de centralisation de l'information sur les stocks locaux et nationaux permettra de fluidifier la mobilisation de la réserve et aussi de promouvoir l'objectif communautaire de la CEDEAO. Cette

⁹ Projet Stocks CEDEAO financé par l'UE en délégation à l'AFD et l'AECID et mis en œuvre par l'ARAA

harmonisation inclut le renforcement et la clarification par le niveau régional (notamment la CEDEAO/ARAA et le CILSS) des rôles et responsabilités des parties prenantes. La distribution des stocks de la RRSA et des stocks nationaux devra se faire en meilleure harmonie avec la dynamique de déstockage des stocks de proximité, et la reconstitution des stocks nationaux et de la RRSA devra se faire en utilisant les synergies possibles avec la constitution des stocks de proximité.

Quatrièmement, la traçabilité et l'efficacité des modalités d'utilisation des stocks en appui aux réponses nationales Etats sont parfois insuffisantes.

Les moyens à mettre en œuvre pour relever ces défis relèvent à la fois de l'apprentissage et de l'amélioration progressive (comme l'information sur les stocks, la fluidité dans les relations entre l'Etat et les OP fournisseuses, les capacités de stockage) et d'une évolution nécessaire des mécanismes économiques à l'œuvre (comme le financement de la reconstitution des stocks).

2.2.1.3 Risques liés à la déconnexion entre la gestion des crises et les efforts de production et de construction de systèmes alimentaires durables et résilients

Les réponses ponctuelles, indispensables pour subvenir aux besoins des ménages et communautés vulnérables, ne doivent pas se substituer aux efforts structurels de construction de systèmes alimentaires sains, nutritifs, inclusifs, durables et résilients, ni les compromettre. Or le risque d'effets antagonistes existe lorsque les modalités de mise en œuvre des réponses sont définies sans vision d'ensemble des facteurs favorisant et aggravant l'insécurité alimentaire, et sans recherche de synergies et de concertation avec l'ensemble des acteurs. Les exercices d'évaluation de la Charte PREGEC mettent en évidence des insuffisances dans ce domaine et un défaut de coordination qui peut fragiliser le leadership des États.

Parallèlement à l'amélioration de la qualité et de la performance des réponses, les mesures de promotion des systèmes alimentaires fondées sur des chaînes de valeur, tournées vers le marché national et régional doivent être prises pour agir concomitamment à tous les niveaux. Les synergies fondées sur la production d'aliments nécessaires aux réponses ponctuelles, sur les pratiques d'achats locaux, et sur la complémentarité entre appui en nature et appui en espèce (notamment via les filets sociaux) doivent permettre d'agir sur la disponibilité, l'accessibilité et la fluidité des échanges de produits alimentaires de base sains, diversifiés et nutritifs. De même les acteurs et partenaires de soutien à la transformation des systèmes alimentaires doivent accompagner la contribution à la réduction de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des plus vulnérables et à l'intégration des risques.

Les institutions en charge de la prévention et gestion des crises alimentaires, des mécanismes de stockage et du développement agricole, aux niveaux national et régional sont concernées et doivent impulser davantage d'orientation, de dialogue inclusif et une vision globale pour rechercher des effets vertueux à court, moyen et long termes.

2.2.2 Dialogue multi-acteurs pour la connaissance et la gouvernance de la sécurité alimentaire, nutritionnelle et pastorale et des systèmes alimentaires

Des mécanismes de gouvernance inclusifs et multi-acteurs légitimes doivent permettre d'une part de renforcer le lien entre l'analyse des besoins, l'alerte et la réponse, pour des interventions adéquates et ciblées, et d'autre part d'éviter le risque de déconnexion des orientations stratégique et politique dans les domaines de la prévention et gestion des crises alimentaires et de la durabilité des systèmes alimentaires. De tels mécanismes doivent associer les États, les organisations régionales et leurs partenaires, les organisations professionnelles, de la société civile et du secteur privé pour renforcer les synergies et la confiance mutuelle entre les différents niveaux.

Le Réseau de Prévention des Crises Alimentaires, plateforme internationale regroupant plus de 120 institutions, membres et parties prenantes, et relié au Réseau Mondial contre les Crises Alimentaires, doit poursuivre et renforcer son rôle d'orientation et d'impulsion d'une gouvernance régionale de la

sécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment en alimentant le dialogue autour de la stratégie régionale de stockage et la réserve régionale de sécurité alimentaire.

3 DESCRIPTION DE L’ACTION

3.1 Objectifs et produits

L’objectif général (impact) de l’Action est d’Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations d’Afrique de l’Ouest et du Sahel et la résilience et la durabilité des systèmes alimentaires.

L’objectif spécifique 1 (effet) : La mise en œuvre, intégrée et coordonnée, de la stratégie régionale de stockage de la CEDEAO est améliorée.

L’objectif spécifique 2 (effet) : La gouvernance régionale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des acteurs du Club du Sahel et de l’Afrique de l’Ouest est renforcée, y compris l’articulation entre la prévention et gestion des crises.

Produits

- 1.1. Les capacités et les outils de veille et d’analyse stratégiques des risques de sécurité alimentaires, y compris les analyses des impacts différenciés par sexe, âge et handicap, sont renforcés, au niveau des acteurs publics et privés liés à l’ARAA/CEDEAO.
- 1.2. Les mécanismes de réponse et stockage des États face aux risques d’insécurité alimentaires sont renforcés.
- 1.3. Les capacités de réponse articulée et stockage de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire (3e ligne de défense) sont renforcées.
- 2.1. Les opportunités de dialogue entre acteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont renforcées aux niveaux régional, national and communautaire
- 2.2. Le leadership, la redevabilité et le dialogue entre acteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont soutenus et contribuent à une meilleure efficacité des instruments et interventions de prévention et gestion adaptés aux environnements multirisques.

3.2 Activités indicatives

- 1.1. Les capacités et les outils de veille et d’analyse stratégiques des risques de sécurité alimentaires, y compris les analyses des impacts différenciés par sexe, âge et handicap, sont renforcés, au niveau des acteurs publics et privés liés à l’ARAA/CEDEAO

Impulsion et renforcement de la concertation entre les États, les services en charge de la prévention et gestion de l’insécurité alimentaire et nutritionnelle et les acteurs systèmes alimentaires sur des thématiques clés (suivi des marchés, suivi de la production, suivi des risques, suivi des stocks, mécanismes d’approvisionnements, suivi des achats locaux, etc.)

Renforcement des fonctions de **veille stratégique, de production de connaissance et d’orientation** de l’ARAA/CEDEAO en faveur des États et des acteurs des systèmes alimentaires à travers :

- le soutien à la production, à la collecte, à l’analyse et à la diffusion d’information pertinentes sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle aux niveaux national et régional (**appui aux systèmes d’information sur les marchés, sur la production, sur les stocks locaux et nationaux** etc) qui alimentent les dispositifs existants, notamment des outils de cartographie digitalisés des stocks de proximité (communautaires, publics, privés) en vue de renforcer leur intégration dans les mécanismes de prévention ;
- élaboration et diffusion de notes d’analyse et d’aide à la décision sur base du suivi des productions et **flux de produits alimentaires et de suivi des risques** : dynamiques de marché aux échelles pertinentes (dont transfrontalière, zones d’insécurité, ...), capacités d’anticipation des risques et aléas (climatiques, ravageurs, de marchés, conséquences de conflits...), articulation/complémentarité des

- niveaux de stocks aux différentes échelles fondés sur une analyse prenant en compte les besoins et les modèles économiques d'approvisionnement ;
- les orientations stratégiques et techniques pour renforcer **le rôle et à la mobilisation des acteurs des systèmes alimentaires** (privés, organisations de producteurs et d'éleveurs, chambres d'agriculture aux niveaux local et national etc.) et de leur partenaires :
 - dans le cadre des stratégies de stockage et d'achats locaux
 - pour le soutien à la **durabilité des systèmes de production et chaînes de valeurs** s'inscrivant dans la transition écologique via des activités de promotion de la restauration et gestion durables des terres, de variétés améliorées et adaptées, des techniques de production agro-écologiques et agroforestières, des bonnes pratiques pour la lutte contre les pertes post-récoltes et pour le stockage de proximité, de l'application et du suivi des normes qualité, des filières de protéines végétales, de la transformation et fortification produits locaux etc.
 - pour l'inclusivité des systèmes alimentaires en considérant les spécificités des moyens d'existence dans les zones fragiles affectées par des conflits, des systèmes pastoraux, des moyens d'existence et débouchés économiques pour les jeunes et des femmes.
 - le développement et le soutien aux **pratiques et stratégies nationales d'achats locaux** (à travers la gestion et la modélisation de logiques économiques pérennes).

Partage et diffusion des bonnes pratiques

1.2. Les mécanismes de réponse et stockage des États face aux risques d'insécurité alimentaires sont renforcés.

Renforcement de la **concertation technique et stratégique entre les États et le niveau régional** dans la mise en œuvre des stratégies nationales de stockage, notamment les mesures d'atténuation et l'activation des réponses locales et nationales (1^e et 2^e lignes de défense) en adéquation avec les enjeux et les besoins

Revue des instruments nationaux et des mesures d'intervention et de suivi des effets, dialogue de politiques pour les réformes, soutien à la diffusion de revues après action, pour alimenter la **recherche d'efficience et de synergies** entre les acteurs et entre les lignes de défense

Production, communication pour le développement et diffusion de notes d'orientation sur les bonnes pratiques au niveau national dans les domaines:

- du ciblage et de l'adaptation de la réponse aux situations spécifiques (soudure, inondations, déplacements forcés...)
- de la diversification des produits (à visée nutritionnelle, légumineuses, intrants pastoraux etc.)
- de la **complémentarité entre instruments d'interventions** (stocks de proximité, transferts monétaires, filets sociaux/protection sociale adaptative, appui aux moyens d'existence etc.)

Appui à la promotion et à l'adoption de **mécanismes nationaux de réponses et de stratégies de financement**, impliquant la mobilisation de l'ensemble des parties prenantes (y compris le secteur privé), notamment via **les achats locaux**.

1.3. Les capacités de réponse articulée de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire (3e ligne de défense) sont renforcées.

Revue des **apprentissages** de la première phase, notamment dans les domaines de :

- Dimensionnement et modalités d'approvisionnement et de reconstitutions du stock régional
- Modalités de déclenchement et d'utilisation
- Modalités de financement

Analyse pour l'**orientation** et l'aide à la décision en vue :

- D'un accroissement du volume et une amélioration des modalités d'approvisionnement des stocks régionaux pour rendre l'approvisionnement plus efficace et plus systématique (notamment via les achats locaux),
- D'une amélioration des modalités d'utilisation des stocks pour rendre l'utilisation plus efficace et plus ciblée
- De modes de financement plus pérenne du dispositif global.

Recherche et études de pertinence et **de faisabilité des évolutions et innovations** possibles dans le fonctionnement de la RRSA, par exemple dans les domaines exploratoires suivants :

- **approvisionnement et reconstitution des stocks par des contrats d'achats locaux** ciblés dans les zones excédentaires de la CEDEAO (avec adaptation consécutive des pratiques de passation des marchés) et suivi des effets sur la production locale ;
- **utilisation payante (en espèces) des stocks** ;
- utilisation de l'information sur les stocks de proximité et stocks nationaux avant le déclenchement de la mobilisation des stocks régionaux ;
- **financement** de l'approvisionnement et de la gestion par un mécanisme communautaire, par la complémentarité avec des mécanismes existants (assurantiels, fonds humanitaires, fonds de contingence etc.).

Soutien et renforcement **des mécanismes inclusifs de prise de décision et de coordination** (Etats/acteurs des systèmes alimentaires/Organisations régionales)

Sur la base des évolutions et innovations étudiées et des décisions concertées :

- ✓ Soutien au **déploiement des capacités d'intervention de la RRSA**, y compris via la contribution à l'approvisionnement/reconstitution des stocks de céréales, de produits transformés, de farines infantiles, d'aliments bétail ;
- ✓ Appui au fonctionnement des organes de gouvernance de la RRSA et aux capacités de coordination des initiatives de soutien à la RRSA ;
- ✓ Programmation, gestion et suivi des interventions.

2.1. Les opportunités de dialogue entre acteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont renforcées aux niveaux régional, national and communautaire.

Il s'agira d'appuyer les décideurs politiques de la région dans la réalisation de leurs ambitions de sécurité alimentaire, nutritionnelle et de résilience au profit des populations les plus vulnérables à travers :

- La poursuite de l'accompagnement des parties prenantes dans le processus d'innovation des instruments du dispositif PREGEC et de la gouvernance de la SAN en général ;
- Le renforcement du leadership et de la culture de redevabilité des acteurs nationaux et régionaux de la SAN ainsi que des capacités d'interpellation de la société civile notamment à travers :
 - La production de rapports de suivi de la mise en œuvre des recommandations des évaluations de la Charte PREGEC, y compris des notes d'interpellation à l'attention des parties signataires sur les enjeux de coordination, d'alignement et de cohérence ;
 - L'appui technique aux pays pour la conduite de leurs exercices d'autodiagnostic à l'aide de l'outil « Cadre d'analyse du leadership en matière de gouvernance SAN », en vue d'identifier les mesures correctives ;
 - Le soutien technique aux organisations de la société civile dans la mise en place et l'animation des comités nationaux de veille citoyenne et parlementaire sur la prévention et gestions de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (application de la Charte PREGEC) et sur les enjeux de transformation des systèmes alimentaires.
- Le renforcement de l'information pour davantage d'efficacité des interventions SAN et le déploiement de synergies pour des effets combinés à court, moyen et long termes, notamment par :
 - l'organisation des réunions annuelles et restreintes et l'instauration de sessions de discussions thématiques (par exemple sur l'approche Nexus Humanitaire-Développement-Paix) ;

- la production de notes aux décideurs ;
- l'accompagnement des acteurs de la région sur des sujets émergents (tels que l'opérationnalisation de l'approche Nexus HDP) : appui technique et méthodologique au CILSS pour la conduite des diagnostics inclusifs nationaux, productions d'analyses, animation de dialogues, etc.

2.2 Le leadership, la redevabilité et le dialogue entre acteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont soutenus et contribuent à une meilleure efficacité des instruments et interventions de prévention et gestion adaptés aux environnements multirisques.

Il s'agira i) de soutenir les parties prenantes de la SAN à intégrer une approche plus systémique des enjeux alimentaires dans leurs stratégies de prévention et gestion de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et de résilience, à travers une meilleure compréhension des spécificités spatiales et socio-économiques des systèmes alimentaires et de leurs mutations, ii) de mettre à leur disposition des outils d'aide à la décision pour les politiques, et iii) d'animer une communauté de savoirs promouvant la co-construction d'analyses et de connaissances afin de contribuer au dialogue stratégique. Ceci passera par :

- La production des données et connaissances permettant d'alimenter un dialogue politique transparent et inclusif sur la transformation des systèmes alimentaires, en valorisant les plateformes et cadres existants, en particulier sur les thématiques telles que i) la nutrition (notamment l'impact des transformations des systèmes alimentaires et le rôle des marchés sur la disponibilité et l'accessibilité en éléments nutritifs abordables) ; ii) les chaînes de valeur, les marchés et le commerce de produits alimentaires, notamment les questions liées aux entraves au commerce régional ; iii) les enjeux de durabilité des systèmes productifs et de risques induits par les effets des changements climatiques etc.
- L'impulsion de coopérations stratégiques avec les membres du Club et d'autres parties prenantes. Ces collaborations permettront de coproduire et de partager de la connaissance mais aussi engager un dialogue politique transparent et inclusif sur les transformations durables des systèmes alimentaires.
- L'animation du dialogue avec les membres du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et l'ensemble des parties prenantes de la SAN pour approfondir les problématiques de coordination et de redevabilité en faveur de systèmes alimentaires résilients et durables. Le Secrétariat du Club s'appuiera notamment sur les cadres de dialogue existants (RPCA, CHN-SAN de l'UEMOA, CCA-ECOWAP, CPC, ECOWAP Partners Group, Groupe des PTF du CILSS, CORESAN, le CTMS – AERE de la CEDEAO, Groupe « Agriculture » de l'Alliance Sahel, Plateforme PARM etc.)
- L'organisation d'événements de haut-niveau pour mieux intégrer/articuler la construction des systèmes alimentaires résilients et durables et les capacités d'anticipation et de réponses aux crises alimentaires et nutritionnelles.

3.3 Intégration des questions transversales

3.3.1. Protection de l'environnement et changement climatique

Les conséquences d'une gestion peu durable des sols et des ressources naturelles, et les effets du changement climatique sont des facteurs qui pèsent lourdement sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest et au Sahel notamment pour les communautés et ménages vulnérables de la zone agropastorale qui traverse la région d'Ouest en Est.

Ces problématiques sont désormais prises en compte dans les politiques sectorielles et notamment dans les engagements pris par les États de la région pour la transformation des systèmes alimentaires vers plus de durabilité et de résilience, à l'occasion du Sommet Mondial de 2021.

La présente action promouvra ces engagements et notamment les efforts pour accroître la matière organique animale et végétale pour soutenir les chaînes de valeur contribuant à une plus grande disponibilité/accessibilité des produits locaux frais ou transformés issus de mode de production durable qui se développe dans la région, le plus souvent à l'initiative des producteurs eux-mêmes

(agroécologique, recours aux variétés locales et aux fertilisants organiques etc), de leurs organisations et des Chambres d'Agriculture.

Les mécanismes de prévention et de réponse à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle privilégieront les modalités ayant une moindre empreinte carbone et valorisant les pratiques durables. L'adoption de solutions d'économie circulaire, d'infrastructures résilientes aux catastrophes naturelles, et d'énergies renouvelables sera favorisée.

3.3.2. Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

A travers la promotion de systèmes alimentaires durables et résilients, y compris dans le cadre des mécanismes de stockage et de prévention et gestion des crises alimentaires, certaines activités impliquant particulièrement les femmes seront soutenues. C'est le cas par exemple dans le recours aux farines fortifiées à base de produits locaux qui sont produites par des unités de transformations artisanales et semi industrielles employant quasi exclusivement des femmes. Celles-ci trouvent, à travers les achats institutionnels de farines enrichies mais également de céréales brutes achetées directement auprès des producteurs locaux, un débouché important pour leur production et ainsi une source de revenus sécurisée.

Les interventions de réponses à l'insécurité alimentaire et nutritionnelles, notamment en situation d'urgence humanitaire (dans les zones affectées par des conflits et des déplacements de population) et/ou en période de soudure, portent une attention particulière aux femmes cheffes de ménages qui s'avèrent souvent particulièrement vulnérables pour des raisons de protection ou d'absence de force de travail dans la famille. Enfin les mécanismes de filets sociaux, de plus en plus mobilisés, dans les réponses nationales aux crises alimentaires et nutritionnelles, ciblent généralement les femmes des ménages éligibles et accompagnent les transferts monétaires de formation et sensibilisation sur la gestion du budget domestique impliquant les femmes, et sur les pratiques favorables à l'épanouissement des enfants et des jeunes filles.

Les pratiques favorables à la prise en compte des vulnérabilités spécifiques des femmes et des filles, et à leur autonomisation dans le cadre des stratégies et de réponses à l'insécurité alimentaire seront valorisées dans le cadre de l'élaboration des normes et du cadrage des instruments ainsi que du dialogue politique entre les États et les organisations régionales.

3.3.3. Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Ces dernières années, les zones de la région les plus affectées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont également celles affectées par l'instabilité, l'insécurité et l'action des groupes armés notamment dans la zone du Lac Tchad et celle du Liptako Gourma. Les modalités d'analyse des besoins et de réponses ont dû progressivement s'adapter à la spécificité de ces territoires mais également intégrer les mesures de mitigation des risques. Les problématiques de protection, de cohésion sociale, de gestion non-violente des conflits sont désormais prises en considération afin d'assurer le principe de « ne pas nuire » mais également d'utiliser l'accès à l'assistance comme un vecteur de diffusion de message de paix et de prévention de la violence.

De manière plus générale, depuis une dizaine d'années les plans nationaux de réponse à insécurité alimentaire et nutritionnelle intègrent le renforcement de la résilience des ménages vulnérables afin de rechercher des synergies entre les différents instruments pour des effets durables, l'assistance alimentaire et nutritionnelle est combinée aux mesures de soutien aux moyens d'existence (activités de cash-for-work, ventes subventionnées d'aliment bétail, accès aux semences etc) ou encore aux dispositifs de filets sociaux pluriannuels.

Globalement l'action promouvra les méthodes d'analyse de la vulnérabilité et de réponses qui intègrent la recherche conjuguée d'effets immédiats et durables pour réduire la vulnérabilité des ménages et communautés et affectés. Elle valorisera les pratiques qui s'inscrivent dans une approche de Nexus Urgence-Développement-Paix, recommandée par l'ensemble des acteurs locaux, nationaux et internationaux, en veillant à adresser et prévenir les différents facteurs de fragilité et à rechercher des effets structurants dans le domaine de la paix et de la construction de systèmes alimentaires inclusifs et résilients contribuant au développement et à l'atteinte des ODD.

3.3.4 Emploi des jeunes

A travers le développement de stratégies de stockage et de réponse qui soutiennent les systèmes alimentaires et les productions locales, l'action établira des synergies avec les initiatives de soutien aux producteurs, aux petites entreprises agroalimentaires, aux organisations de producteurs et aux chambres d'agriculture notamment pour valoriser les chaînes de valeur pourvoyeuses d'emploi pour les jeunes¹⁰.

3.3.5 Amélioration du statut nutritionnel des femmes et des enfants de moins de 5 ans

Depuis une dizaine d'année, et notamment depuis la crise alimentaire et nutritionnelle de 2005 au Sahel, les dispositifs nationaux et régional d'analyse et de réponse à l'insécurité alimentaire intègrent la dimension nutritionnelle. Les réponses en période de soudure notamment prévoient de plus en plus systématiquement la hausse des capacités de prise en charge des enfants atteints de malnutrition aiguë sévère, mais également les mesures préventives telles que la distribution d'aliments de compléments répondant aux besoins nutritionnels des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes. Ces aliments de compléments consistent de plus en plus souvent en des farines enrichies produites localement dans des unités de transformation qui valorisent la production locale. La Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire a elle-même procédé à l'identification des structures productrices d'aliments nutritionnels dans la région et appuyé l'introduction de farines fortifiées, produites dans la région, dans certaines réponses nationales au cours des années passées.

A ces mesures qui concernent les réponses conjoncturelles, s'ajoutent les efforts qui seront portés par l'action pour soutenir des systèmes alimentaires sains et nutritifs, notamment à travers la diversification des productions et la valorisation des chaînes de valeur. Le soutien à la fortification des produits locaux, mais aussi à la production de protéines végétales ou encore aux produits issus de l'élevage pastoral y contribue.

3.4 Risques et enseignements tirés

Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Dégradation rapide et généralisée de la sécurité alimentaire globale du fait de la persistance des effets du conflit en Ukraine et de l'impasse de solutions globales négociées (pour réduire l'inflation, libérer les stocks de céréales...)	Faible à moyenne	Elevé	<ul style="list-style-type: none">• Poursuivre les efforts de plaidoyer et de mobilisation au niveau international sur la menace d'une crise alimentaire continentale à venir si rien n'est fait en termes de mesures d'urgence et de réponses structurelles d'attaquant aux causes sous-jacentes.• Mobiliser les instances décisionnelles au plus haut niveau avec une implication de l'ensemble des partenaires de la région
Mesures prises au niveau national contraires aux intérêts communautaires (barrières commerciales sur les céréales, les engrais...)	Moyenne	Elevé	<ul style="list-style-type: none">• Traiter ces points de manière prioritaire dans les instances régionales en s'appuyant sur le rôle de dialogue de la CEDEAO et le renforcement de son leadership
Déficit d'intérêt des pays côtiers et/ou moins confrontés au risque d'insécurité alimentaire	Faible	Faible à Moyen	<ul style="list-style-type: none">• Promouvoir les modalités présentant un avantage pour les pays excédentaires

¹⁰ En cohérence avec : Stratégie régionale d'appui à l'Employabilité des Jeunes, adoptée en 2019 ; Document de capitalisation - Initiatives et pratiques en matière d'employabilité des jeunes : <https://ecowap.ecowas.int/see-document/53>; Programme Prioritaire d'investissements - Stratégie Emploi des jeunes : <https://ecowap.ecowas.int/see-document/50>

Défaut de coordination des partenaires soutenant la RRSA et les mécanismes nationaux et/ou manque de volonté de faire converger les efforts pour la durabilité de la RRSA	Faible	Elevé	<ul style="list-style-type: none"> • Dialogue politique, stratégique et opérationnel soutenu entre les partenaires concernés • Renforcement du Département chargé des affaires économiques et à l'agriculture de la CEDEAO dans son rôle de coordination des différents partenaires engagés dans la RRSA
Manque de volonté politique des Etats pour renforcer les mécanismes nationaux de stockage et de prévention/gestion des crises alimentaires	Moyenne	Moyenn e	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de modalités de mobilisation de la RRSA reposant sur l'engagement des Etats à répondre avec des instruments locaux et nationaux en premier recours
Enseignements tirés : Les leçons tirées de nombreuses années de fonctionnement des mécanismes de stockage et de prévention et gestion des crises alimentaire dans les pays sahéliens et l'évaluation de la 1ere phase de mise en œuvre de la RRSA ont permis d'analyser les difficultés et les risques et de proposer des modalités pour les réduire. Ces mécanismes doivent non seulement contribuer aux capacités effectives de réponse mais aussi, servir de levier pour l'amélioration de la prévisibilité et de l'efficacité des mécanismes nationaux de prévention et gestion de l'insécurité alimentaire, nutritionnelle et pastorale et leur plus grande contribution à la construction de systèmes alimentaires durables et résilients.			

3.5 Logique d'intervention

Cette logique est bâtie sur une action coordonnée par le niveau supérieur légitime et disposant d'un mandat clair en soutien aux Etats pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de leurs populations, vers les 3 lignes de défense de sécurité alimentaire que représentent les stocks de proximité, les stocks nationaux et ensuite la réserve régionale (complétées le cas échéant par la quatrième ligne de défense que constitue le recours à l'aide humanitaire multilatérale). Cela en vue d'améliorer l'intégration, la performance et l'efficacité respective de l'échelle de proximité à la plus éloignée, et par là leur complémentarité. Ces efforts doivent être concomitants aux mesures visant à améliorer la veille, le suivi, la disponibilité/accès d'information pour la prise de décision, la fluidité des échanges de biens alimentaires diversifiés, sains et nutritifs produits localement selon des modes de productions durables, et dans le cadre de chaînes de valeur agricoles et pastorales pourvoyeuses d'emplois en particulier pour les jeunes et les femmes en milieu rural, y compris dans les zones « périphériques », ou particulièrement vulnérables au changement climatique, aux catastrophes naturelles et aux effets de conflits.

Ainsi,

Si la veille et l'analyse stratégiques exercée par l'ARAA/CEDEAO contribuent à la prévention des crises et au renforcement de la résilience et durabilité des systèmes alimentaires en orientant les Etats et acteurs nationaux vers une meilleure connaissance et un meilleur suivi des risques alimentaires, nutritionnels et agricoles ;

Si la gestion de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle par les Etats et par les acteurs nationaux et locaux est articulée et efficace (1ere et 2e ligne de défense) grâce au soutien et à la régulation fournis par la CEDEAO/ARAA ;

Si la gouvernance et les capacités d'intervention de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire sont renforcées et fondées sur une mobilisation en dernier ressort et sur des mécanismes d'approvisionnement et de reconstitution du stock régional efficaces et structurants ;

Si leadership, la redevabilité et le dialogue entre acteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont soutenus et contribuent à une meilleure efficacité des instruments et interventions de prévention et gestion adaptés aux environnements multirisques ;

Si les connaissances et l'animation des dialogues techniques et politiques inclusifs sur les enjeux combinés de renforcement des systèmes alimentaires durables et résilients et de prévention et gestion de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest et au Sahel sont renforcés ;

Alors, la sécurité alimentaire en faveur des populations d'Afrique de l'Ouest et du Sahel et la résilience et durabilité de leurs systèmes alimentaires seront améliorées.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Résultats	Chaine de résultats : (maximum 10)	Indicateurs : (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années) ¹¹	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact (objectif global)	Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations d'Afrique de l'Ouest et du Sahel et la résilience et la durabilité des systèmes alimentaires	1. GERF 1.24 ODD 2.1.1 Prévalence de la sous- alimentation			Calculs des partenaires de mise en œuvre à partir des données en http://www.fao.org/faostat/en/#data/FBS .	<i>Non applicable</i>
		2.. Taux d'autosuffisance alimentaire (TAS) de céréales et dérivés (sauf bière) pour la macrorégion AO et Sahel [= Production nationale / (Production nationale + Importations - exportations)]				
		3. Volume d'échanges de céréales et légumineuses au niveau régionale à travers le mécanisme de la RRSA				

¹¹ Une étude de référence permettra de fournir les valeurs de référence à jours

Effet direct 1 (objectif spécifique)	<p>La mise en œuvre, intégrée et coordonnée, de la stratégie régionale de stockage de la CEDEAO est améliorée</p>	<p>1.1 Nombre de stocks nationaux de sécurité et les stocks de proximité cartographiés et mis en réseau (RESOGEST), par pays</p> <p>1.2 Nombre de mesures normatives introduites par le niveau régional pour le soutien aux systèmes alimentaires avec l'appui de l'UE</p> <p>1.3 Nombre de pays dotés de stratégies nationales de stockage qui incluent aussi un volet de financement et d'approvisionnement pérennes notamment via des achats locaux</p> <p>1.4 Part des achats locaux dans les stocks régionaux/nombre de contrats d'achat avec des organisations de producteurs</p> <p>1.5 Nombre de réponses aux urgences alimentaires et nutritionnelles analysées, articulées et gérées par la Réserve régionale de sécurité alimentaire</p>	<p>Pour tous : A définir pendant la phase de mise en œuvre et définition de la ligne de base</p>	<p>Pour tous : A définir pendant la phase de mise en œuvre</p> <p>Pour tous : A définir pendant la phase de formulation des contrats</p>	<p>Pour tous :..Système de suivi des partenaires de mise en œuvre sur la base d'une enquête menée auprès de acteurs.</p> <p>Pour tous : Système de suivi des partenaires de mise en œuvre sur la base d'une opinion experte</p>	
---	---	---	--	--	---	--

Effet direct 2 (objectif spécifique)	La gouvernance régionale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des acteurs du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest est renforcée, y compris l'articulation entre la prévention et gestion des crises	<p>2.1. Niveau de satisfaction des acteurs du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest sur le fonctionnement des mécanismes de gouvernance de la politique régionale agricole ECOWAP de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)</p> <p>2.2. État d'avancement d'une vision partagée de prévention multirisque entre les acteurs du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest</p>	<p>2.1 A définir pendant la phase de mise en œuvre et définition de la ligne de base</p> <p>2.2 A définir pendant la phase de formulation des contrats</p>	<p>2.1 A définir pendant la phase de mise en œuvre</p> <p>2.2 A définir pendant la phase de formulation des contrats</p>	<p>2.1.Système de suivi des partenaires de mise en œuvre sur la base d'une enquête menée auprès de acteurs.</p> <p>2.2. Système de suivi des partenaires de mise en œuvre sur la base d'une opinion experte</p>	
Produit 1.1	Les capacités et outils de veille et l'analyse stratégiques des risques de sécurité alimentaires, y compris les analyses des impacts différenciés par sexe, âge et handicap, sont renforcés, au niveau des acteurs publiques et privés	111 État d'avancement des systèmes d'alerte précoce en matière de sécurité alimentaire et de suivi des risques agricoles (marchés locaux et transfrontaliers, production et transformation agro-pastorale, stocks cartographiés et digitalisés locaux et nationaux etc) soutenus par l'intervention financée par l'UE (indicateur OPSYS Core)	Pour tous : A définir pendant la phase de mise en œuvre et définition de la ligne de base	<p>Pour tous : A définir pendant la phase de mise en œuvre</p> <p>Pour tous : A définir pendant la phase de formulation des contrats</p>	<p>Pour tous :.Système de suivi des partenaires de mise en œuvre sur la base d'une enquête menée auprès de acteurs.</p> <p>Pour tous : Système de suivi des partenaires de mise en œuvre sur la base d'une opinion experte</p>	

	liés à l'ARAA/CEDEAO	<p>112 Nombre d'orientations politiques fournies sur la base des analyses et des informations cartographiées disponibles grâce à l'appui de l'UE</p> <p>113 Nombre d'utilisateurs d'information sur la prévention des risques en matière agricole et alimentaire, sur les chaînes de valeur spécifique d'intérêt économique et de sécurité alimentaire</p> <p>114 Nombre de mesures normatives développées avec l'appui de l'UE par pour le soutien aux systèmes alimentaires locaux, ventilées par celles qui tiennent en compte les besoins/impacts différenciés par sexe, âge et condition de handicap.</p>				
Produit 1.2	Les mécanismes de réponse et stockage des États face aux risques d'insécurité	121 Nombre de recommandations et de décisions concertées et articulées autour de la mobilisation des lignes de défense, prises avec l'appui de l'UE	Pour tous : A définir pendant la phase de mise en œuvre et définition de la ligne de base	<p>Pour tous : A définir pendant la phase de mise en œuvre</p> <p>Pour tous : A définir pendant la phase de formulation des contrats</p>	<p>Pour tous :..Système de suivi des partenaires de mise en œuvre sur la base d'une enquête menée auprès de acteurs.</p> <p>Pour tous : Système de suivi des partenaires de mise en œuvre sur la base d'une opinion experte</p>	

	alimentaires sont renforcés.	<p>122 Nombre de notes normatives et d'orientation sur les actions et instruments de réponse et de gestion de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle élaborées avec l'appui de l'UE</p> <p>123 Nombre de recommandations élaborées avec l'appui de l'UE pour la promotion et l'adoption de mécanismes de réponse et de stockage favorisant les systèmes de production durables et locaux (achats locaux, passation de marché adaptée, mécanisme durable de financement des reconstitution)</p>				
Produit 1.3	Les capacités de réponse articulée et stockage de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire (3 ^e ligne de défense) sont renforcées	131 Etat des études innovantes sur approvisionnement et reconstitution des stocks par des contrats d'achats locaux ciblés dans les zones excédentaires de la CEDEAO, utilisation payante (en espèces) des stocks ; utilisation de l'information sur les stocks de proximité et stocks nationaux avant le déclenchement de la mobilisation des stocks régionaux ; financement	Pour tous : A définir pendant la phase de mise en œuvre et définition de la ligne de base	<p>Pour tous : A définir pendant la phase de mise en œuvre</p> <p>Pour tous : A définir pendant la phase de formulation des contrats</p>	<p>Pour tous :..Système de suivi des partenaires de mise en œuvre sur la base d'une enquête menée auprès de acteurs.</p> <p>Pour tous : Système de suivi des partenaires de mise en œuvre sur la base d'une opinion experte</p>	

		<p>de l'approvisionnement et de la gestion par un mécanisme communautaire, par la complémentarité avec des mécanismes existants (assurantiels, fonds humanitaires, fonds de contingence etc.).</p> <p>132 Etat des mécanismes inclusifs de prise de décision et de coordination (Etats/acteurs des systèmes alimentaires/Organisations régionale)</p> <p>133 Capacité (tonnes) des stocks régionaux avec l'appui de l'UE et part des tonnes achetées localement</p> <p>134 Nombre de notes d'analyses et d'aide à la décision au profit du Comité de Gestion de la RRSA élaborées avec l'appui de l'UE et relevant l'articulation avec les différentes lignes de défense</p> <p>135 État de l'étude de faisabilité en vue d'une stratégie régionale d'achats locaux (céréales, légumineuses, produits transformés, farines infantiles, aliments bétail)</p>				
--	--	---	--	--	--	--

		pour l'approvisionnement de la RRSA				
Produit 2.1	Les opportunités de dialogue entre acteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont renforcés aux niveaux régional, national and communautaire	<p>211 Nombre de représentants des acteurs aux réunions RPCA (sessions techniques PREGEC, réunions restreintes et annuelles RPCA), par niveau hiérarchique, par pays, par sexe, par type public/privé</p> <p>212 Nombre de feuilles de route sur l'opérationnalisation du nexus HDP dans les pays développées avec l'appui de l'UE</p> <p>213 Notes de plaidoyer de la société civile acceptées pour discussion dans les dialogues soutenus avec l'appui de l'UE</p> <p>214 Nombre de partenariats stratégiques développés par le Secrétariat CSAO/OCDE</p> <p>215 Nombre d'exercices d'autodiagnostic du leadership des États produits avec le soutien de l'UE à l'aide de l'outil C-GovSAN</p>	<p>Cinq comités de veille citoyenne et parlementaire (Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal et Togo)</p> <p>Un rapport d'étude (2021) sur l'innovation des instruments du PREGEC</p> <p>Un exercice d'autodiagnostic du leadership des États (Burkina Faso, 2021)</p>	<p>Une réunion restreinte et une réunion annuelle du RPCA</p> <p>1-2 Guides ou manuels d'utilisation d'outil rénové en 2023</p> <p>1-2 comité des veille citoyenne et parlementaire chaque année</p> <p>Sept pays de la ligne de front sécuritaire dotés de feuille de route HDP en 2023</p> <p>1-2 pays conduisant l'exercice C-GovSAN chaque année</p>	<p>CR et relevés des conclusions RPCA</p> <p>Note aux décideurs (NAD) RPCA sur la situation SAN</p> <p>CR de mise en place des Comités de veille</p> <p>CR et plans d'action des exercices C-GovSAN</p>	
Produit 2.2	Le leadership, la redevabilité et le dialogue entre acteurs de la	221 Nombre de personnes atteintes avec l'appui de l'UE par la diffusion d'études, synthèses,			<p>CR et révélés de conclusions des événements de haut niveau</p> <p>CR de lancement des rapports d'étude</p>	

	sécurité alimentaire et nutritionnelle sont soutenus et contribuent à une meilleure efficacité des instruments et interventions de prévention et gestion adaptés aux environnements multirisques.	présentations, notes de plaidoyer				
--	---	-----------------------------------	--	--	--	--

4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1. Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement simplifiée avec la CEDEAO.

4.2. Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3. Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹².

4.3.1. Gestion indirecte avec une ou des organisations des États membres et/ou une organisation internationale

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte par une ou des entités qui seront sélectionnées par les services de la Commission sur la base des critères suivants : nature de l'action, capacité opérationnelle, valeur ajoutée, transparence, absence de conflit d'intérêts, apport de fonds additionnels substantiels. La mise en œuvre par cette ou ces entité(s) implique la réalisation des activités et/ou d'une partie de ces activités, au niveau de la Composante 1.

4.3.2. Gestion indirecte avec l'OCDE/Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants : nature de l'action, capacité opérationnelle, valeur ajoutée, transparence, absence de conflit d'intérêts, apport de fonds additionnels substantiels. La mise en œuvre par cette entité implique la réalisation des activités au niveau de la Composante 2.

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants : mandat et légitimité reconnue sur ces questions dans la région, compétence démontrée sur les sujets. En effet, le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest est une plateforme internationale indépendante dont le Secrétariat est hébergé à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Ses membres et partenaires financiers sont l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'UE, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, la Suisse, les États-Unis et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

Observateurs : Agence de Développement de l'Union Africaine (AUDA-NEPAD), le Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles d'Afrique de l'Ouest (ROPPA) et le Groupe de la Banque Mondiale.

4.3.3. Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En raison de circonstances exceptionnelles indépendante de la volonté de la Commission, le mode de gestion pourrait être revu pour l'adapter à la nouvelle situation. Ainsi, la Commission pourrait opérer un basculement du mode direct en subvention vers un mode de gestion indirect et vice-versa avec une entité ayant passé les piliers.

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants : nature de l'action, capacité opérationnelle, valeur ajoutée,

¹² www.sanctionsmap.eu. Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

transparence, absence de conflit d'intérêts, apport de fonds additionnels substantiels. La mise en œuvre par cette entité implique la réalisation des activités au niveau de la Composante 1.

4.4. Portée de l'éligibilité géographique pour les marchés publics et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

Pour cette action plurinationale, les personnes physiques ressortissantes des pays et territoires suivants couverts par la présente action et les personnes morales effectivement établies dans ces pays et territoires sont également éligibles: les 15 Etats membres de la CEDEAO, ainsi que le Tchad et la Mauritanie, deux Etats membres du CILSS, impliqués dans la coopération régionale en matière de sécurité alimentaire, mais non membres de la CEDEAO.

4.5. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives ¹³	Contribution de l'UE pour 2023 (montant en EUR)
Composante 1 – Prévention et gestion de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle par le soutien à la stratégie régionale de stockage de la CEDEAO en particulier le renforcement des capacités d'intervention coordonnées et intégrées entre les différentes échelles locale, nationale et régionale.	
Gestion indirecte avec une ou des agences EM et/ou gestion indirecte avec une organisation internationale	16 000 000
Composante 2 – Renforcement des organisations intergouvernementales de la région et du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest dans leur effort de gouvernance régionale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, pour une meilleure articulation entre la prévention et gestion des crises (information, veille, concertation, orientations, coordination) et la construction de systèmes alimentaires durables et résilients.	
Gestion indirecte avec l'OCDE/Club du Sahel et d'Afrique de l'Ouest	4 000 000
Total	20 000 000

4.6. Structure organisationnelle et responsabilités

Le comité régional de pilotage (CRP) sera constitué comme organe d'orientation et de contrôle du projet d'appui. Il veillera à la bonne exécution du programme en fonction des objectifs fixés et sur la base des rapports d'avancement et de gestion du projet. Il est intégré dans le comité régional statutaire des projets et programmes mis en place par la CEDEAO, le CILSS et l'UEMOA. Présidé par la CEDEAO, avec l'UEMOA comme vice-président et l'ARAA comme secrétaire, il sera composé : (i) de représentants de la Commission européenne et de la Délégation de l'Union européenne au Nigéria, au Burkina Faso et des autres Délégations concernées, (ii) des représentants des pays impliqués, (iii) de représentants des Organisations Professionnelles Régionales (OPR), (iv) de l'ensemble des partenaires soutenant la RRSA afin d'assurer la cohérence et la coordination des appuis. Le comité de pilotage se réunira une fois par an pour examiner les rapports d'avancement du projet établis par la Coordination régionale du projet, se prononcer sur les grandes orientations du programme en fonction des objectifs fixés dans le document Action et approuver le plan d'activités de l'année suivante

¹³ N.B: The final text on audit/verification depends on the outcome of ongoing discussions on pooling of funding in (one or a limited number of) Decision(s) and the subsequent financial management, i.e. for the conclusion of audit contracts and payments.

5 MESURE DU RENDEMENT

5.1. Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore des études de ligne de base qui permettent d'établir le niveau des indicateurs d'effet et de certains produits, ainsi que de revoir les cibles pour les indicateurs du cadre logique. Les partenaires sont aussi responsables d'élaborer régulièrement des rapports d'avancement semestriels et annuels et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (produits, effets directs et impacts) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique. Les indicateurs du cadre logique de l'Action seront retenus dans les cadres logiques des contrats pour assurer que les indicateurs utilisés pour suivre l'avancement de l'Action auront des données disponibles en cours de mise en œuvre. Ces indicateurs doivent être encodés en OPSYS pour faciliter le rapport des résultats.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.2. Évaluation

Compte tenu de l'importance et de la nature de l'action, des évaluations à mi-parcours et finale pourront être effectuées pour cette action, ou une de ses composantes, par des consultants indépendants et/ou à travers une mission conjointe, contracté par la Commission.

L'évaluation finale ou ex-post pourra être réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de l'approche de partenariat dans ce domaine), en tenant compte des évolutions contextuelles et de politiques publiques concernées.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 3 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.3. Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATEGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme;

Niveau Contract		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Objectif / produits: Effet 1- Produits 1.1 à 1.3 en Gestion indirecte avec une ou des agences EM et/ou gestion indirecte avec une organisation internationale. 16 000 000 EUR
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Objectif / produits: Effet 2- Produits 2.1 à 2.2 en Gestion indirecte avec l'OCDE/Club du Sahel et d'Afrique de l'Ouest. 4 000 000 EUR